

Maître d'ouvrage  
Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires



# AUTOROUTE A12

## MODERNISATION DU TUNNEL DE FONTENAY-LE-FLEURY

### Dossier de Consultation des Entreprises

Mission de conception, réalisation, suivi et analyse d'essais incendie dans le tunnel de Fontenay-le-Fleury

### 02 – Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

conducteur d'opération

Direction des Routes Ile-de-France

Service du Trafic et des Tunnels

Département de l'Ingénierie et de la Modernisation des Équipements et Tunnels

15-17 rue Olof Palme

94046 CRÉTEIL CEDEX

Pièce numéro **02**

Référence

Mis à jour  
**26/01/2023**

## MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

### MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE (MAPA)

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

##### ***Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage***

Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires  
Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports  
Direction des Routes d'Île-de-France

##### ***Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)***

Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports

##### ***Objet du marché***

Mission de conception, réalisation, suivi et analyse d'essais incendie dans le tunnel de Fontenay-le-Fleury

Date limite de réception des offres : 21/02/2023 à 12h

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Pages

1 OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	6
1.1 Objet du marché et lieux d'exécution.....	6
1.2 Intervenants et forme des notifications.....	6
1.3 Prestations intéressant la Défense.....	7
1.4 Dispositions générales.....	8
1.5 Ordonnancement, Coordination et Pilotage (OPC).....	11
2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	11
2.1 Pièces particulières.....	11
2.2 Pièces générales.....	12
3 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	12
4 DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS – INDEMNITÉS.....	12
4.1 Durée du marché.....	12
4.2 Délais de réalisation.....	12
4.3 Planification des interventions.....	13
4.4 Pénalités.....	13
4.5 Indemnités.....	15
5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	16
5.1 Retenue de garantie.....	16
5.2 Avance.....	16
6 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION.....	16
6.1 Conditions d'exécution.....	16
6.2 Conditions d'intervention.....	18
7 PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX.....	20
7.1 Contenu des prix.....	20
7.2 Règlement des comptes.....	21
7.3 Variation dans les prix et conditions de réévaluation de la prestation.....	23
8 RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA PRESTATION - GARANTIE.....	24
8.1 Réception.....	24

8.2 Garantie.....	25
9 RÉSILIATION, RÉCLAMATION ET DÉFAILLANCE DU TITULAIRE.....	25
9.1 Résiliation.....	25
9.2 Réclamation.....	25
9.3 Défaillance.....	25
10 UTILISATION DES RÉSULTATS.....	26
10.1 Droits du Maître d'ouvrage.....	26
10.2 Connaissances acquises.....	26
10.3 Garanties.....	26
11 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	27

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans la suite du présent document le "Maître de l'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.*

## 1 OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 Objet du marché et lieux d'exécution

Le présent marché a pour objet une mission de conception, réalisation, suivi et analyse des essais incendie dans le tunnel de Fontenay-le-Fleury situés sur l'autoroute A12, suite aux travaux de modernisation des ouvrages.

Les prestations seront exécutées sur les communes de Fontenay-le-Fleury et Saint-Cyr-l'Ecole (78).

La consistance des essais et leurs spécifications techniques font l'objet d'un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 Intervenants et forme des notifications

#### 1.2.1 Maître de l'ouvrage (MOA)

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports

Direction des Routes d'Île-de-France

Service du Trafic et des Tunnels – Département d'Ingénierie et de Modernisation des Équipements et Tunnels (DRIEAT/DiRIF/STT/ DIMET)

Adresse :

15-17, avenue Olof Palme  
94046 Créteil Cedex

#### 1.2.2 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le Département d'Ingénierie et de Modernisation des Équipements et Tunnels (DIMET) du Service Du Trafic et des Tunnels (STT) de la Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF):-

#### 1.2.3 Maîtrise d'œuvre (MOE)

La mission de maîtrise d'œuvre du marché spécifique des travaux de modernisation du tunnel de Fontenay-le-Fleury est assurée par INGEROP Conseil et Ingénierie.

#### **1.2.4 Marché spécifique de travaux**

Le marché de travaux de modernisation du Tunnel de Fontenay-le-Fleury est assuré par le Groupement :

YVROUD / GCC / INEO

Les travaux principaux sont réalisés. Les travaux en cours restant sont :

- Travaux de finition ;
- Travaux de maintenance préventive et curative.

#### **1.2.5 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

La mission de coordination en matière de SPS est confiée à la société **SA Presents** désignée dans la suite par « coordonnateur SPS ».

L'adresse est la suivante :

31 Rue Mazenod - 69426 LYON CEDEX 3

#### **1.2.6 Exploitants**

Les équipements du tunnel de Fontenay-le-Fleury sont gérés et entretenus par la DiRIF :

STT/DETT/PCTT Ouest  
21 rue Gutenberg  
92000 Nanterre

L'autoroute A12 est exploitée par la DiRIF :

AGER Ouest/UER de Boulogne  
16, rue de l'Abreuvoir  
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

#### **1.2.7 Projets régionaux impactant l'organisation des travaux en interface**

Les chantiers suivants (liste non exhaustive) impacteront les travaux du présent marché notamment en ce qui concerne l'obtention des nuits de fermeture pour la réalisation des travaux du présent marché :

- Travaux sur l'autoroute A12 ;
- Travaux sur l'autoroute A13 ;
- Maintenance des équipements des tunnels.

### **1.3 Prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **1.4 Dispositions générales**

En cas de non-remise répétée des pièces mentionnées ci-dessous aux articles 1-4.1 et 1-4.4, suite à une mise en demeure restée infructueuse, le RPA peut décider la résiliation du marché conformément à l'article 9 du présent CCAP.

### **1.4.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au Maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1.4.2 Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

### **1.4.3 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

#### **1.4.3.1. – Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au Maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....  
du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 7-2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

#### 1.4.3.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,



- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

#### **1.4.4 Responsabilités et Assurances**

##### **A - Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

##### **B - Assurance de responsabilité civile**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile autre que décennale en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000,00 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000,00 € par sinistre et par année dont 300 000,00 € pour les dommages immatériels non consécutifs.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants. Il notifiera au Maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc).

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés aux biens ou aux personnes du Maître d'Ouvrage, ou non, de son fait, de celui de son personnel et de ses biens.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre le Maître d'Ouvrage excepté en cas de faute ou malveillance de celui-ci.

#### **1.4.5 Clauses sociales et environnementales**

Sans objet.

#### **1.4.6 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-5.3. ci-après.

Si le sous-traitant bénéficie d'un paiement direct, il joint dans son dossier de demande d'agrément, un Kbis, un RIB et le pouvoir du signataire du DC4.

À cet effet, le titulaire pourra utiliser le formulaire DC4 téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/archives-formulaires-declaration-candidat>

### **1.5 Ordonnancement, Coordination et Pilotage (OPC)**

Il appartient au titulaire du marché (titulaire général ou mandataire du groupement) de se doter de tous les moyens nécessaires pour assurer l'ordonnancement, la planification et la coordination des différentes tâches de ses prestations, en vue de parvenir à la parfaite maîtrise du planning sur lequel l'entreprise ou le groupement d'entreprise s'est engagé (fonction OPC). L'intervention simultanée d'autres entreprises que celles du titulaire aura lieu durant le déroulement du présent marché. Ceci amènera des contraintes à la fois pour les travaux du présent marché et l'organisation de ceux-ci. Le titulaire devra prendre en compte ces paramètres d'interventions d'entreprises extérieures pour la réalisation et la mise à jour de son planning de travaux.

## **2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **2.1 Pièces particulières**

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF) ;
- Le Détail Estimatif (DE) ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) établi par le Coordonnateur SPS ;

## **2.2 Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel qu'il est défini à l'article 7-3.2 du présent CCAP :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux prestations intellectuelles (arrêté du 30 Mars 2021).

## **3 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Il est fait application de l'article 35.2.1 du C.C.A.G. - P.I.

## **4 DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS – INDEMNITÉS**

### **4.1 Durée du marché**

Le délai d'exécution du marché est défini à l'Article 3 de l'Acte d'Engagement.

### **4.2 Délais de réalisation**

Les différents délais arrêtés pour les livrables issus de l'exécution des éléments de mission du contrôleur technique sont les suivants :

<b>Mission</b>	<b>Délais (jours calendaires)</b>	<b>A compter de</b>
Remise des documents qualité définis au § 6.2.2	10 j	La notification du marché
Remise du protocole des essais	7 j	La réunion de lancement
Remise d'un rapport de synthèse d'un essai	15 j	la réalisation de l'essai
Remise d'un compte rendu de réunion dans le cadre des prestations du marché	5j	la date de la réunion

Le titulaire est tenu de procéder à la mise au point des rapports faisant l'objet d'observations du pouvoir adjudicateur dans un délai de 5 jours.

Les observations du pouvoir adjudicateur peuvent être valablement notifiées au titulaire par le responsable d'opération.

### **4.3 Planification des interventions**

Les fermetures de tunnels sont programmées mensuellement de la façon suivante de façon à assurer la compatibilité des fermetures d'axes en Île-de-France :

au cours de la dernière semaine du mois m, les dates de fermetures du mois m+1 sont confirmées et les besoins de fermetures sont analysés pour le mois m+2.

Aussi, concernant les essais incendie, ils auront lieu au cours d'une des nuits suivantes :

- Fermeture A12W : nuits du 13 au 14 et 14 au 15 Mars 2023
- Fermeture A12Y : nuits du 15 au 16 et 16 au 17 Mars 2023

En cas d'impossibilité indépendante du titulaire, les dates seront reportées, et déterminées selon la procédure décrite ci-dessus.

En cas de nouvelles fermetures spécifiques nécessaires à la réalisation des essais incendie, et en l'absence de fermeture pour travaux ou bien en cas d'incompatibilité entre les activités du titulaire et les travaux, **celles-ci devront être demandées minimum 2 mois à l'avance.**

Lors des nuits de fermeture, d'autres chantiers mobiles et ponctuels pourront intervenir dans l'ouvrage. Dans la mesure du possible, le maître d'ouvrage informera le titulaire de la présence d'autres chantiers lors de ses interventions de façon à minimiser la gêne occasionnée par la co-activité.

#### **4.4 Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités sont encourues et appliquées sans préavis, sur simple constatation par le représentant du maître d'ouvrage. En cas de groupement, les pénalités sont appliquées au cotraitant responsable s'il est connu, ou à défaut au mandataire du groupement. Les pénalités de retard ne sont pas fractionnables. Elles sont calculées en décomptant le nombre de périodes de référence servant à leur définition (jour, heure, quart d'heure selon les cas) entièrement écoulées pour constituer le retard.

Les pénalités mentionnées ci-après sont cumulables entre elles.

Le montant des pénalités n'est pas révisable.

##### **4.4.1 Pénalités de retard**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il est tenu compte du jour de la date réelle de remise du document et du jour de la date limite.

L'abattement résultant de la pénalité est déduite par le Maître d'Ouvrage sur le montant d'un décompte intermédiaire ou final.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI il est précisé que :

- En cas de retard dans la remise d'un avis sur documents d'études ou d'exécution, le titulaire subit une pénalité journalière de 150 € HT.
- En cas de retard dans la remise d'un rapport d'essais, le titulaire subit une pénalité journalière de 200 € HT.
- En cas d'absence non justifiée à une réunion, suite à une convocation, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 200 € HT par absence.
- En cas d'annulation tardive par le titulaire d'une intervention programmée (soit moins de 48 heures avant l'intervention), le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € HT.
- En cas d'absence du titulaire au cours d'une intervention programmée, et non annulée, le titulaire encourt une pénalité de 3 000 € HT.

En cas de retard imputable au titulaire dans la remise en service des tunnels après une période de fermeture programmée, une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT sera appliquée sur simple

constat de retard, à laquelle s'ajoutera une pénalité de mille euros hors taxes (1 000 € HT) par heure effective de retard.

Les faits générateurs des retards imputables au titulaire sont :

- le défaut de libération des lieux
- toute atteinte aux ouvrages ou équipements du tunnel qui en rendrait l'exploitation en sécurité impossible.

#### **4.4.2 Autres pénalités**

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements de la personne publique.

- En cas de non remise en état des locaux ou emplacements de la personne publique après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € HT.

Une pénalité de 500 € HT par infraction de non respect des prescriptions d'hygiène et de sécurité sera appliquée.

Les infractions de non respect des prescriptions d'hygiène et de sécurité pourront être les suivantes (liste non exhaustive) :

- Non respect des prescriptions de port des équipements de protection individuelle (casques, lunettes, gants, gilets, chaussures de sécurité, détecteurs, ...) ;
- Non respect des prescriptions de balisage des zones d'intervention et des dispositifs de mesure le cas échéant ;
- Non respect de la signalisation routière ;
- Non respect des prescriptions concernant les moyens collectifs de sécurité ;
- Présence de personnels non autorisés sur le chantier ;
- Et d'une façon générale, non respect des prescriptions figurant dans la réglementation, le PGCSPP ou les PPSPS des entreprises.

En cas de manquement du titulaire au protocole d'essai préalablement validé, concernant notamment la disponibilité du matériel de mesure sur site, les erreurs d'implantation, le sous-dimensionnement ou l'inadaptation des moyens déployés, les erreurs de saisie, d'enregistrement ou de traitement de données, le défaut ou la perte de données, celui-ci en court une pénalité de 1 000 € HT par essai.

En outre, si les manquements du titulaire conduisent à rendre les résultats de l'essai inexploitable ou irrecevables au vu des objectifs fixés, celui-ci devra organiser et réaliser à ses frais un nouvel essai, et supportera les éventuelles pénalités de retard applicables compte tenu de la date de réalisation effective de l'essai concluant.

En cas de dégradation de l'ouvrage, y compris ses équipements et réseaux, par l'action directe du titulaire (par exemple par un choc) ou de l'action indirecte de l'essai réalisé par le titulaire (par exemple sous l'effet de la chaleur dégagée par l'incendie, de la salissure des suies

dégagées par les fumées de l'incendie, des moyens d'extinction utilisés...), celui-ci en court une pénalité de 1 000 € HT par événement.

En outre, la remise en état de l'ouvrage s'effectuera aux frais du titulaire.

## **4.5 Indemnités**

Le montant des indemnités n'est pas révisable.

### **4.5.1 Indemnité pour annulation tardive d'intervention**

En cas d'annulation tardive par l'exploitant ou par le maître d'ouvrage d'une intervention programmée (soit moins de 48 heures avant l'intervention) au-delà de la possibilité d'annulation de deux (2) nuits de balisage par mois sous préavis de quarante-huit (48) heures par l'Exploitant, le titulaire pourra prétendre à une indemnité de 3 000 € HT par événement.

### **4.5.2 Indemnité pour retard d'autorisation au tunnel**

Lors d'une intervention programmée, dans le cas où l'autorisation d'accès est délivrée au titulaire avec retard, en référence aux conditions d'intervention (horaires notamment) décrites au § 6.2.3, plusieurs cas de figure: peuvent se présenter :

- Soit la durée restante avant l'heure prévue de réouverture du tunnel ne permet théoriquement pas au titulaire de réaliser les prestations prévues, qui ne sont donc pas réalisées sur cette période. Le titulaire pourra alors prétendre à une indemnité de 3 000 € HT pour cet événement.
- Soit la durée restante avant l'heure prévue de réouverture du tunnel ne permet théoriquement au titulaire que de réaliser une fraction des prestations prévues au cours de la période de fermeture programmée. Que la fraction des prestations théoriquement réalisables soit effectivement ou non réalisée par le titulaire au cours de cette période, le titulaire pourra alors prétendre à une indemnité de 1 500 € HT pour cet événement.
- Soit, quelle que soit la durée restante avant l'heure prévue de réouverture du tunnel, le titulaire réalise effectivement l'ensemble des prestations prévues au cours de la période de fermeture programmée. Le titulaire ne pourra alors prétendre à aucune indemnité.
- Dans les deux premiers cas de figure exposés ci-dessus, la durée considérée comme nécessaire à la réalisation d'une partie ou de l'ensemble des prestations prévues au cours de la période de fermeture programmée est celle indiquée préalablement par le titulaire dans son protocole d'essai, indépendamment de la durée effective qui lui aura été nécessaire pour réaliser, le cas échéant, une fraction des prestations.

### **4.5.3 Indemnité pour interruption prématurée d'essais au cours de la période de fermeture**

Lors d'une intervention programmée, si l'essai doit être interrompu ou échoue pour des faits extérieurs à la responsabilité du titulaire (tels que par exemple la défaillance technique du système de désenfumage, une intrusion, une intervention des services de secours...), les dispositions suivantes seront appliquées :

- l'essai concerné par l'interruption sera rémunéré conformément au bordereau de prix ;
- un nouvel essai sera programmé ;

- ce nouvel essai sera rémunéré par le prix du bordereau, sans indemnité supplémentaire.

## **5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5.1 Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5.2 Avance**

Conformément aux modalités de l'article R2191-3 du code de la commande publique, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5 % sera accordée au titulaire du marché. Si le titulaire est une petite et moyenne entreprise (PME), le taux de l'avance sera relevé à 30 %. Les modalités de révision de l'avance seront effectuées en application de l'article R2191-11 du code de la commande publique.

## **6 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION**

### **6.1 Conditions d'exécution**

#### **6.1.1 Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage, filet de protection, balisage...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

#### **6.1.2 Fermeture des ouvrages à la circulation publique**

Les interventions du titulaire se dérouleront lors de nuits de fermeture programmée des tunnels.

La pose, la surveillance et la dépose des balisages de fermeture des ouvrages à la circulation publique et des itinéraires de déviation sont prises en charge par le maître d'ouvrage. Ces prestations sont exécutées sous le contrôle de l'Unité d'Exploitation Routière (UER) de Boulogne.

#### **6.1.3 Signalisation du site à l'égard de la circulation de chantier**

La signalisation des sites d'intervention du titulaire dans les zones intéressant la circulation de chantier sur les voies fermées à la circulation publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle du service désigné au paragraphe précédent.

#### **6.1.4 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis:

- -aux dispositions générales prévues par la législation du travail;
- -au règlement intérieur de l'établissement;
- -aux consignes générales de sécurité.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux sans en avoir préalablement reçu l'autorisation de la part de l'exploitant du tunnel (PCTT Ouest).

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans les emprises d'un balisage sur la voirie sans en avoir préalablement reçu l'autorisation de la part de l'exploitant de la route (UER de Boulogne).

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment:

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages, nacelles ;
- Les vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...).

#### **6.1.5 Prise en charge et restitution des installations**

##### **A - Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des ouvrages et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Un contrôle contradictoire du bon fonctionnement des équipements situés dans la zone des essais incendie peut être réalisé à l'initiative du titulaire. A défaut, il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

##### **B - Prise en charge de la documentation des installations**

La documentation des installations utile au titulaire pour la conception et la réalisation des essais sera recueillie par lui sous forme électronique, auprès du maître d'ouvrage.



## **6.2 Conditions d'intervention**

### **6.2.1 Nature des prestations**

Les prestations du titulaire ont pour objet :

- Les études d'exécution, la définition des essais et des procédures d'exécution ;
- La préparation des essais,
- La mise en œuvre des instruments de mesures et de leurs enregistrements ;
- La réalisation, la coordination et le suivi des essais ;
- La remise en état des lieux ;
- La vérification du bon fonctionnement des équipements à l'issue des essais ;
- La production des rapports d'essais comprenant l'analyse des résultats, les enregistrements vidéo et les photos.

Les spécifications de ces prestations figurent au CCTP ainsi que dans le programme des essais rédigés par la maîtrise d'œuvre du chantier de modernisation et validé par le RPA.

### **6.2.2 Préparation des prestations**

Dans le délai indiqué au § 4.2 le Titulaire produit :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS ;
- Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) ;
- Le S.O.S.E.D, le SOGED ;
- Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) ;
- Les demandes d'agrément de l'ensemble des sous-traitants non désignés dans l'acte d'engagement.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s).

Le visa du PPSPS sera délivré par le coordinateur SPS du chantier. Pour les autres documents, procédures et agréments, ils seront délivrés par la maîtrise d'œuvre de l'opération.

### **6.2.3 Période d'intervention du titulaire en tunnel**

La gestion des fermetures est assurée par l'exploitant, le CEI de Rocquencourt.

- les fermetures de nuit sont comprises entre 22h00 et 05h00, il est entendu que ces horaires correspondent à la possibilité offerte au titulaire de pénétrer dans l'ouvrage fermé à la circulation du public ;
- Au cours d'une nuit d'intervention, les intervenants doivent contacter le CEI afin d'obtenir l'autorisation d'entrer dans le balisage
- Les intervenants préviennent également le CEI dès qu'ils quittent le balisage.

Les temps d'amenées de matériaux à pied d'œuvre et de mise en place, ainsi que les repliements sont inclus dans la plage horaire comprise entre 22h00 et 05h00.

#### **6.2.4 Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions**

Le titulaire est tenu de se conformer aux règles fixées par l'exploitant qui régissent les conditions d'intervention des prestataires en tunnel, notamment :

- la programmation de l'intervention nécessitant l'accès à la voirie sous fermeture à la circulation publique, sous la forme d'une demande d'intervention validée par l'UER ;
- Le fait de prévenir le CEI en arrivant et en quittant le balisage.
- le respect des règles de circulation dans les emprises de la fermeture ;
- la participation aux constats contradictoires de fonctionnement des équipements impactés par l'essai ;

#### **6.2.5 Conditions particulières d'annulation en cours d'intervention**

Les autorités ayant pouvoirs de police peuvent à tout moment demander l'annulation d'une fermeture programmée ou le repliement d'un chantier pendant une fermeture si des circonstances particulières nécessitent de rétablir la circulation au plus vite.

Dans ces situations, le titulaire devra :

- pouvoir libérer une voie dans un délai maximum d'une demie (0,5) heure;
- éventuellement évacuer le site dans un délai maximum de trois (3) heures.

A contrario, un événement trafic, un incident ou une défaillance de l'exploitation peuvent à tout moment conduire à une restriction totale ou partielle de l'ouvrage. Dans les situations le nécessitant pour assurer la sécurité des travailleurs, le titulaire devra faire évacuer au plus vite l'ensemble des personnels présents dans les zones concernées, en application des règles définies au PGC.

#### **6.2.6 Documents à établir après intervention**

Un compte-rendu succinct d'intervention est établi par le titulaire en fin de nuit avant 5h, récapitulant :

- l'objet de l'intervention ;
- les difficultés éventuellement rencontrées ;
- les mesures prises ou intervention complémentaire à prévoir.

Le rapport d'essai sera transmis par le titulaire dans un délai précisé dans les spécifications données au § 4.2 .

## **7 PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATIONS DANS LES PRIX**

### **7.1 Contenu des prix**

Les prix sont établis dans les conditions ci-après définies.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte :

- De tous les frais annexes et des matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- De la location, du montage, de l'entretien, de la dépose et du repliement de toutes protections nécessaires à tous les travaux, y compris tous dispositifs d'accès, toutes dispositions conformes aux règlements en vigueur en matière de sécurité pour le personnel du chantier ;
- De la fourniture du personnel qualifié et en nombre suffisant, de la fourniture des ingrédients et de l'énergie nécessaire au fonctionnement du matériel, de la mise en œuvre et du transport de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des prestations ;
- Des frais résultant de l'exécution des ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation des prestations même s'ils ne sont pas explicitement désignés dans les prix ainsi que toutes les sujétions inhérentes aux méthodes mises au point par le titulaire ;
- Des frais résultant des mesures réglementaires relatives à l'hygiène et la sécurité des intervenants travaillant sur le chantier, notamment de la fourniture des équipements de protection individuelle adaptés les intervenants, de la fourniture des équipements des véhicules du Titulaire (gyrophare, plaque-service, etc.) ;
- Toutes les sujétions de main d'œuvre (travail de jour quels que soient les horaires, de nuit, jours fériés, astreinte, etc.) de fournitures (matériaux, matériels, divers, etc.), d'exécution (locations de matériels, etc.), d'études (d'ensemble ou de détail), de contrôle, les assistances techniques ;
- Toutes les sujétions liées à l'Assurance Qualité ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au schéma d'organisation, de suivi et d'élimination des déchets (SOSÉD) ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ;
- Toutes les sujétions liées à la situation du chantier (travaux en tunnel hors circulation, exigüité des emprises, co-activité entre les entreprises) ;
- Toutes les réunions nécessaires à la préparation des essais et à la restitution des résultats et analyses des essais ;
- Des frais de déplacement des personnels et intervenants ;

- Des frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur maintenance dans l'enceinte du chantier (stockage interdit sur les emprises routières et sur les voies locales) ;
- De la fourniture des moyens d'extinction nécessaires à la sécurité des essais ;
- De la possibilité d'annulation de deux (2) nuits de balisage par mois sous préavis de quarante huit (48) heures par l'Exploitant ;
- Tenu compte des sujétions dues au fait que les travaux seront fractionnés en plusieurs interventions discontinues (fermetures des ouvrages non consécutives) ;
- Tenu compte des frais liés aux opérations de vérification par le titulaire de la qualité de ses études et de ses travaux (contrôles internes et externes) ;
- Tenu compte des frais liés aux arrêts spécifiques résultant de contrôles non concluants réalisés par le maître d'ouvrage ou son représentant ;
- Tenu compte des frais de reprographie ;
- Tenu compte des frais de pilotage en cas de sous-traitance et/ou de co-traitance ;
- Tenu compte des frais de coordination du groupement et de l'exécution des prestations ;
- Tenu compte des frais inhérents à la défaillance éventuelle des co ou sous-traitants ;
- Tenu compte des moyens de production d'énergie nécessaires à la réalisation des essais (éclairage, alimentation électrique des équipements du Titulaire, etc.) ;
- Tenu compte des frais de balisage léger de la zone d'essai.

## **7.2 Règlement des comptes**

### **7.2.1 Nature des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF).

### **7.2.2 Modalités du règlement des comptes**

Les demandes de paiement seront adressées ainsi :

- 100 % du prix 0101 à l'issue de la phase de préparation
- 100 % du prix 0201 et 100 % du prix 0202 à l'issue des essais
- 100 % du prix 0301 à la validation du rapport d'essais

### **7.2.3 Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires**

Par dérogation aux dispositions de l'article 11 du CCAG PI, le règlement des sommes dues au titulaire s'effectue dans les conditions figurant ci-après.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- ordonnance n°2014-697 du 26/06/2014 relative au développement de la facturation électronique ;

- décret n° 2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique est imposée aux fournisseurs.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Dans un but de mise en oeuvre des objectifs de traitement dématérialisé des factures au ministère, l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, du portail de facturation Chorus Pro est exigée dans le cadre de l'exécution de ce marché.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://choruspro.gouv.fr>

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les factures pourront être déposées mensuellement.

#### **7.2.4 Modalités de paiement direct**

La signature de la demande de paiement (facture) par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des prestataires solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'article 7.2.2 du présent CCAP.

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande de paiement (facture) par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'article 7.2.2 du présent CCAP.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-PI, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;

- le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Maître de l'ouvrage ;
- le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Maître de l'ouvrage, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- le Maître de l'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- le maître de l'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître de l'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- le maître de l'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- dès que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître de l'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **7.3 Variation dans les prix et conditions de réévaluation de la prestation**

#### **7.3.1 Variation des prix du marché**

Les prix sont fermes.

#### **7.3.2 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

Ce mois est appelé "mois zéro".

#### **7.3.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## **8 RÉCEPTION – ACHÈVEMENT DE LA PRESTATION - GARANTIE**

### **8.1 Réception**

#### **8.1.1 Réception des prestations**

En application de l'article 28.2 et de l'article 29 du C.C.A.G. - P.I, la décision du Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents ou avis doit intervenir avant l'expiration du délai de 2 mois qui court à compter de la date de l'accusé de réception par le Maître d'Ouvrage du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du C.C.A.G. - P.I. (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître d'Ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

#### **8.1.2 Achèvement de la prestation**

La prononciation de la validation des essais est faite si toutes les conditions suivantes sont satisfaites :

- La dépose des foyers ;
- La vérification du bon fonctionnement des équipements existants ;
- Le nettoyage des zones d'essais ;
- L'établissement et la présentation d'un rapport des données recueillies.

S'il est constaté qu'une des conditions n'est pas respectée, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) peut, de plein droit, et en informant le Titulaire de sa décision émettre une réserve quant à la validation des essais.

La date de nouvelle présentation pour le constat de la levée des réserves est consignée dans le constat de remise en service des installations et le nettoyage.

Concernant les rapports d'essais, le Titulaire devra comme tous documents d'étude le soumettre à la validation du Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) conformément à l'article 4.2. du présent CCAP.

La réception du présent marché ne pourra être prononcée que lorsque tous les rapports d'essais seront remis et visés sans réserve.

Le titulaire est alors autorisé à présenter son décompte final.

### **8.2 Garantie**

Sans Objet.

## **9 RÉSILIATION, RÉCLAMATION ET DÉFAILLANCE DU TITULAIRE**

### **9.1 Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 à 3 et 41.2 du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39.1 à 3 et 41.2 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 134 et au III de l'article R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation au 39.1 et 39.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur aux frais et risques du déclarant.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

### **9.2 Réclamation**

Par dérogation à l'article 43 du CCAG PI, le RPA dispose d'un délai de 3 mois pour notifier sa décision au titulaire à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

### **9.3 Défaillance**

En cas de défaillance du mandataire dans son rôle de mandataire mais aussi dans l'exécution des travaux, le RPA décidera si un nouveau mandataire est désigné en remplacement du mandataire défaillant en continuant avec les autres membres, ou si le marché est totalement résilié afin de refaire un marché unique.

## **10 UTILISATION DES RÉSULTATS**

### **10.1 Droits du Maître d'ouvrage**

#### **10.1.1 Droit de communiquer**

Le Maître d'ouvrage peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toutes natures provenant de l'exécution du marché.



Pour exercer son droit de reproduire en faisant fabriquer, le Maître d'ouvrage est tenu de consulter le prestataire s'il a les capacités nécessaires ; il peut, après en avoir informé le prestataire communiquer aux exécutants qu'il consulte, ou auxquels il confie la fabrication, les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché, à condition qu'ils soient nécessaires à la consultation ou à la fabrication. Le Maître d'ouvrage s'engage à imposer aux exécutants de tenir confidentiels les résultats communiqués et à leur préciser que cette communication ne constitue pas une divulgation au regard de la législation sur les brevets.

## **10.2      Connaissances acquises**

### **10.2.1    Secret professionnel**

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux informations et documents recueillis au cours de l'exécution des prestations.

## **10.3      Garanties**

### **10.3.1    De l'Entrepreneur**

L'Entrepreneur garantit le Maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée au montant hors T.V.A. du marché.

### **10.3.2    Du Maître d'ouvrage**

De son côté, le Maître d'ouvrage garantit l'Entrepreneur contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont il lui impose l'emploi.

### **10.3.3    Revendication d'un tiers**

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre l'Entrepreneur ou le Maître d'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

## **11 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAG-PI, du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

**a) CCAG :**

CCAP 2	Déroge à l'article	4.1 du CCAG PI
CCAP 4.4	Déroge à l'article	14.1.1 et 14.1.3 du CCAG PI
CCAP 7.2.3	Déroge à l'article	11 du CCAG PI
CCAP 7.2.4	Déroge à l'article	12.2 du CCAG PI
CCAP 9.1	Déroge aux articles	39.1 et 39.2 du CCAG PI
CCAP 9.2	Déroge à l'article	43 du CCAG PI

**b) AE : Sans objet**

**c) CCTP : Sans objet**